



LE 9 NOVEMBRE : Pas d'Armistice !!! L'ACTION à l'ORDRE DU JOUR !!!

Le 9 Novembre, un groupe de travail local est prévu autour de la problématique grand SIP et de la présentation des projets immobiliers de la Cité et Rangueil. Pour rappel, la notion grand SIP sert à qualifier la fusion d'une Trésorerie avec plusieurs Centre des Impôts. En Haute-Garonne, les sites de la Cité Administrative, du Mirail et de Rangueil sont concernés.

Concernant cette prochaine réunion, force est de constater que, comme pour la mise en place des SIP de Balma et de Colomiers, beaucoup de sujets sont fermés ou tout simplement évacués.

EMPLOI

En 2008, le nombre d'emplois manquants sur la DSF était estimé entre 120 et 140 postes.

La création des SIP vise à dissimuler l'impact des suppressions d'emplois en concentrant les services dans des conditions identiques celle des SIE. **Sur le plan national, en 2008, et en anticipation de la création des SIP, sur les 970 emplois supprimés au Trésor, 890 concernent la partie Recouvrement.**

Au final il faudra bien faire le travail !! Qui??

NON SCISSION DES TRESORERIES

Le ministre et la DG ont beau claironner le maintien de la séparation des missions d'assiette et de recouvrement, leurs actes les trahissent !!! D'ores et déjà les collègues du Trésor de la Cité ont été informés de la volonté de la Direction de dissoudre les effectifs au sein des CDI.

L'éclatement des trésoreries au sein des futurs grands SIP vise à additionner la gestion des périodes de pointe de l'assiette, du recouvrement ou des missions foncières en généralisant la polyvalence et l'industrialisation des tâches en intensifiant le travail.

Pour maintenir le haut niveau de technicité des agents, et non de le gaspiller dans un regroupement infernal, la CGT reste fermement opposée à l'éclatement des trésoreries.

DANS LES SIE, AUSSI TIRONS LES BONNES CONCLUSIONS !!!

Si le Ministre et la DG tiennent un discours de vitrine rassurant sur le maintien de la séparation de l'assiette et du recouvrement, c'est parce que ils ne veulent pas généraliser dans les SIP, ce qui a causé tant de dégâts au sein des SIE en terme de missions et de déperdition des connaissances fiscales.

Si il est cohérent, avec lui même, le DG doit aller jusqu'au bout de sa démarche et reposer la question de la séparation de la gestion et du contrôle en SIE.

PROJETS IMMOBILIERS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'empilement des réformes successives nécessite l'engagement de nombreux travaux immobiliers. Pour tenir les délais de la commande politique, les Directions Locales jouent à TETRIS. **Tout se fait dans l'urgence du moment, à n'importe quel prix, dans l'anarchie la plus complète !!! L'inspecteur Hygiène et Sécurité en a fait officiellement le constat : une condamnation de notre Direction!**

Sans même parler du dossier de l'amiante dans nos services et de ses dangers réels pour la santé des agent(e)s, nous passons pour des méchants si nous osons lier conditions de travail, missions et projets immobiliers.

Les Directions, spécialistes« du jeu de la patate chaude », n'hésitent d'ailleurs pas à mentir en évoquant des fausses concertations d'agent(e)s, des rapports d'IHS fictifs. De plus elle écarte sciemment la CGT des réunions sur les travaux, l'accusant de remettre en cause le travail réalisé par les collègues de la cellule immobilière, cellule par ailleurs en manque de moyens.

Enfermé dans une lutte des places, notre haut encadrement se met sous pression pour atteindre les objectifs fixés quel que soit les moyens et les procédés utilisés et leurs finalités. **En dernier lieu ce sont les collègues à la manœuvre et en charge des projets immobiliers qui trinquent !!!**

Pour la CGT la réalisation des opérations immobilières est indissociable de la santé des collègues, des questions ergonomiques, des conditions de travail et des réformes de structures.

LA MOBILITE A L'ORDRE DU JOUR EN HAUTE-GARONNE

La tentative de transfert sauvage, et hors des règles statutaires, de deux emplois B du SIE Centre vers le PRS, sans autre forme de procès, relève de la manipulation et de la gestion à la carte des emplois telle que le prévoit la loi sur la mobilité.

On peut toujours disserter sur les protocoles, le TSM ou « couper les cheveux en quatre », il ne s'agit ni plus ni moins d'une application de la loi sur la mobilité et d'un exemple concret de gestion managériale à la FRANCE TELECOM.

SARKOZY, HORTEFEUX, BESSON, Fadela AMARA NOUS VOILA !!!

Après la Seine Saint-Denis, cet été, la Direction de Haute-Garonne est sommée de trouver des volontaires (soit 3B et 2A) pour trouver des « super-flics » chargés de collaborer avec les forces de police dans le cadre du plan banlieues!!!

Au de là de la méthode, déjà nauséabonde, vous nous autoriserez cette réflexion : Ni PARISOT, Ni BOLLORE, ni aucun des principaux bénéficiaires du bouclier fiscal n'habitent en banlieue !!!

A quand la Suisse une banlieue de la France?

Au lieu d'utiliser les forces de l'ordre pour venir lever les piquets de grève à la DGFIP, à Molex, à Freescale, ou contre l'ensemble des salariés qui défendent leur outil de travail, l'Etat doit utiliser la police à remplir ses véritables missions de service public comme le demande leurs syndicats.

A quand de véritables moyens pour lutter contre la fraude fiscale et la délinquance à cols blancs !!!

MISSIONS FONCIERES ET PATRIMONIALES, TOUT DROIT VERS LA PRIVATISATION

Quid des Domaines, Hypothèques, des FI, du Pôle d'enregistrement ?

Après l'annonce locale d'externaliser, à hauteur de 50%, la gestion de successions vacantes au profit des études notariales, les groupes de travail nationaux viennent pour les Conservations des Hypothèques d'annoncer l'objectif de 40% de dématérialisation des actes.

Aucune ambiguïté, sur les perspectives d'avenir y compris pour les FI et les Pôles Enregistrements. Au menu, de nouvelles suppressions d'emplois et la libéralisation encore plus forte du marché de l'immobilier.

Même logique, mêmes effets pour le secteur local et hospitalier.

POUVOIR D'ACHAT

Depuis quatre ans, nous avons perdu, en matière de pouvoir d'achat, l'équivalent de un mois de salaire. Ce n'est pas la perspective des primes autour de la réforme des rémunérations et de l'entretien individuel qui règlera le problème. De plus on nous demande, y compris avec la fusion, toujours plus de qualification, bien sur non- payées!

SEULE L'ACTION PAYE : LA PREUVE !!!

Voici quelques illustrations dans nos services :

- Grâce aux mobilisations des personnels, des usagers et des élu(e)s, la CGT a gagné, pour l'instant, en Haute Garonne, le maintien de toutes les trésoreries menacées!!!
- L'accueil conjoint a été confirmé à RANGUEIL.!!!
- Les collègues du SIE Centre contraignent la Direction à revoir ses plans dans la suppression de deux emplois B!!!
- La CGT refuse l'enfermement dans des discussions aux thèmes choisis par les Directions et qui ont pour objet de faire oublier l'essentiel : les revendications des personnels, personnels qui sont aujourd'hui, plus que jamais, les seuls à défendre le service public!!!

La CGT vous appelle à continuer à mettre en discussion dans l'ensemble des services à l'occasion d'AG, des HMI la question de l'action et du contenu revendicatif, avec déjà la perspective de la réunion du 9 NOVEMBRE sur les SIP prévue à la Trésorerie Générale.

C'est, dans ce cadre et avec le souci de la construction la plus unitaire possible, que nous mettons en débat la proposition de rassemblement à la TG, pour le 9 Novembre, afin de contraindre les Directions à prendre en compte toutes les revendications exprimées.